

L'IMPACT DES MOBILISATIONS UNIVERSITAIRES

Non au dépôt des maquettes des « masters enseignement »

La préparation des maquettes des futurs « masters enseignement » illustre les effets délétères de la mise en concurrence, par la loi LRU, des universités, des UFR, des départements et des collègues. Le ministère fait tout pour amener chaque responsable de maquette à craindre que s'il refuse de déposer son travail dans ces conditions, un autre collègue déposera le sien et lui dérobera ses étudiants.

Le SNESUP renouvelle son appel aux universitaires

- à refuser partout de déposer ces maquettes et à s'opposer à la mise en concurrence artificielle des formations au détriment de leurs contenus scientifiques et professionnels ;
- à prendre contact avec leurs collègues des universités voisines et de leurs composantes IUFM.

Le SNESUP invite les collègues déjà largement mobilisés à s'engager dans chaque établissement et de manière publique.

Les projets de maquettes de concours (PLC, PE, PLP) diffusés le 10 décembre ne constituent pas un texte réglementaire qui fonderait de nouveaux concours de recrutement... et permettrait d'y préparer. Ces maquettes de concours confirment toutes nos craintes :

- Réduction de la part du « disciplinaire » (du nombre et de la durée des épreuves),
- Réduction du champ scientifique restant (strictement renvoyé aux programmes des élèves),
- Oral très appauvri voire déconnecté des pratiques professionnelles, épreuve sur le système éducatif flou, infondé et au coefficient surdimensionné.

De prétendus critères d'évaluation élaborés exclusivement par des experts nommés de l'AERES (elle entièrement nommée), publiés le 15 décembre, accordent dans ces masters une place centrale à la préparation des concours et laissent en suspens de très nombreux aspects tant du contenu de la formation que de l'organisation et de l'appréciation de différentes modalités de stages.

La communication de cette information, à la fois pauvre et ne reflétant pas les propositions des acteurs actuels de la formation, à quelques semaines de la date prévue pour la remise des maquettes, constitue une nouvelle provocation. Les hiatus que ces maquettes font apparaître par rapport à ce qui résulte des réflexions et projets envisagés dans certains établissements, justifient amplement notre demande de moratoire sur un dispositif dont nous contestons l'équilibre et le calendrier.

Le recul du gouvernement, annoncé par Xavier Darcos, sur la question de la refonte des programmes et de l'organisation du lycée, mettant en avant des questions de calendrier, s'impose de la même manière sur l'important enjeu que constitue la formation des enseignants. Le SNESUP, avec la FSU et ses syndicats nationaux, appelle à reporter la première vague des nouveaux concours à l'année 2011. Ce report doit s'accompagner du maintien en l'état des concours actuels pour les deux prochaines années avec des postes en nombre correspondant aux réels besoins d'un service public d'enseignement efficace.

Les actions IUT s'enracinent et les analyses et propositions du SNESUP relatives à l'affectation des moyens, à la dénonciation de la logique de contrats d'objectifs, rencontrent un large écho, comme cela est apparu hier à la coordination des enseignants des IUT (plus d'une vingtaine d'établissements représentés). Le SNESUP dénonce la volonté une fois de plus de la ministre d'exclure les personnels enseignants et leurs organisations syndicales des discussions qu'elle engage jusqu'ici exclusivement avec les directeurs d'IUT et les étudiants.

La lettre ouverte aux présidents d'université (SNESUP, SLR, SLU), l'écho de la tribune publiée dans Le Monde par 8 d'entre eux à laquelle le SNESUP apporte son soutien, donnent un caractère très particulier aujourd'hui, jeudi 18 décembre, à la réunion de la CPU. Le rassemblement tenu ce matin sur place (200 personnes), à l'appui des initiatives précédentes, a conduit à une rencontre entre les personnels et étudiants mobilisés et les présidents sur un large éventail de revendications (la direction nationale du SNESUP était largement représentée sur place).

La pression du monde universitaire, de plus en plus solidaire donc s'amplifie, contre les orientations du ministère. Ceci apparaît clairement dans l'élection de la présidence de la CPU. La seule équipe candidate recueille 68 voix. Le SNESUP salue l'expression des 22 voix qui lui ont refusé cette confiance (8 contre, 9 absentions, etc.).

Le SNESUP appelle tous les universitaires à engager dès la rentrée de janvier les modalités les plus fermes et les plus solidaires de grève administrative en envisageant le recours à la grève comme moyen d'action si le gouvernement n'entend pas les revendications de plus en plus largement soutenues. Un préavis de grève nationale couvre déjà la période du 6 au 9 janvier 2009.